



Au ministère de l'Éducation nationale, le 14 mars, deux jours après l'annonce de la fermeture des établissements scolaires.

**JEAN-MICHEL BLANQUER**

# CAVALIER SEUL ?

À LA TÊTE D'UN MINISTÈRE PLUS QUE JAMAIS SOUS PRESSION, CE FERU D'ÉCHECS JOUE UNE PARTIE HAUTEMENT PÉRILLEUSE AVEC LA RÉOUVERTURE DES ÉCOLES. PORTRAIT D'UN STRATÈGE CLIVANT JUSQUE DANS SON PROPRE CAMP.

PAR **AVA DJAMSHIDI**

**On a beau savoir que le coronavirus a bousculé tous les usages, ce distributeur de gel hydroalcoolique** installé à l'entrée de l'hôtel de Rochechouart n'a pas l'air tout à fait à sa place, entre marbres et lustres à pampilles. Face au boîtier en plastique, des silhouettes pressées recueillent un peu de désinfectant avant de se frotter les mains. On pourrait croire qu'ils prient si l'on ne se trouvait rue de Grenelle, siège de l'Éducation nationale, à l'orée du bureau en rez-de-jardin de Jean-Michel Blanquer. Au petit matin, ils sont nombreux à converger en ces lieux, membres du cabinet et directeurs des services, pour préparer une opération d'une complexité redoutable : remettre en marche les établissements du pays, jamais fermés jusqu'alors, même durant la Seconde Guerre mondiale.

Des cernes dévorent le regard du ministre. La fatigue – il dit ne pas la sentir – et la pression, maximale, qui pèse sur ses épaules. Le succès du déconfinement dépendra en grande partie de la réussite ou de l'échec de la réouverture des écoles. La décision a été prise deux jours plus tôt, lors d'une longue réunion à l'Élysée. Pendant près de six heures, Emmanuel Macron, Edouard Philippe, Olivier Véran, le ministre de la Santé, Jean Castex, le « Monsieur Déconfinement », et lui ont planché sur ce casse-tête. Et ils ont tranché en dépit des recommandations du conseil scientifique sur lequel reposaient jusqu'à présent les arbitrages. La société savante qui conseille le pouvoir s'était prononcée en faveur d'une reprise en septembre. Pourquoi ce contre-pied ? « Fermer l'école pendant plus de six mois, c'est courir le risque d'une déscolarisation de dizaines de milliers d'enfants, justifie le ministre de l'Éducation. On ne meurt pas que du Covid-19. Il y a les violences intrafamiliales et le décrochage scolaire a des conséquences dramatiques. » Selon le ministère, 4 % d'entre eux ont disparu des écrans radars, soit 500 000 élèves. « Il faut raisonner a contrario, plaide-t-il. Est-ce qu'on resterait chez soi



jusqu'à ce qu'un vaccin soit trouvé ? C'est inimaginable. » Va pour la réouverture des établissements, avec une invraisemblable cohorte de contraintes à démêler.

**Attention les yeux.** 12 875 650 élèves et 870 900 enseignants, soit 20 % de la population. Une liste d'équations inextricables. Les transports, les cantines, la place et l'espace dans les classes, les masques, le gel, la logistique qui en découle, le nouveau protocole sanitaire, des rythmes à coudre sur mesure en fonction des professeurs et des élèves présents qu'il faut recenser... Si l'école est obligatoire, le retour en classe se fera sur la base du volontariat. Une option déroulante que l'opposition s'est empressée de dénoncer, criant au scandale très peu républicain. Jean-Michel Blanquer lève les yeux au ciel, et invoque – encore – le raisonnement « a contrario » : « Si une famille ne veut pas envoyer ses enfants parce qu'elle a peur de la maladie, quelle serait la solution ? Vous leur envoyez la police, les gendarmes ? Il n'y a pas d'autre solution que celle-là. Par contre, l'instruction est obligatoire. » À domicile donc, pour les parents qui le préfèrent, ou qui le peuvent – même si le ministre souhaiterait que tous les élèves pour qui cela est possible retrouvent le chemin de l'école. D'ailleurs sa cadette, dernière de ses quatre enfants à être encore scolarisée, n'y échappera pas.

Féru de puzzles lorsqu'il était petit, devenu amateur d'échecs au fil des ans – « ce jeu a des vertus infinies » –, Jean-Michel Blanquer entame, à 55 ans, la partie la plus épineuse de sa carrière. Peut-être décisive pour l'avenir de ce brillant élève de la classe des ministres issus de la société civile, « meilleur exemple de la macronie triomphante », comme dit un de ses amis. Il a pourtant raté son ouverture au premier coup. Le 12 mars, sur France Info, le ministre soutient, sûr de son fait, que la fermeture des établissements scolaires n'est pas envisagée. Quelques heures plus tard à peine, il se trouve dans un train lorsque Emmanuel Macron l'appelle pour l'informer que fermeture il y aura. Cloué, dit-on en langage échiquéen. Le président le dédit le soir même, devant 25 millions de téléspectateurs. « Nous avons suivi l'avis de la communauté scientifique et celui-ci a évolué. J'en ai pris acte, j'avoue que ça m'a surpris », concède celui qui n'a pas eu le temps d'avoir trop d'états d'âme. Près de deux jours pour mettre en place la « continuité pédagogique », avec l'école à distance pour tous les élèves du pays. Contre deux semaines pour amorcer son redémarrage, en ajustant au mieux « impulsions nationales et très grandes adaptations locales ». Le tout dans une position compliquée. Notamment en raison du blocus de Matignon, qui verrouille la communication de ses ministres pour éviter les couacs. Le cabinet d'Edouard Philippe a moyennement apprécié que Jean-Michel Blanquer dévoile devant des parlementaires les hypothèses de sortie du confinement et s'exprime – sacrilège – avant le chef du gouvernement. Un coup sans gravité pour l'Élysée. Avec Emmanuel Macron, les échanges sont plus fluides. « Ils se parlent souvent, en confiance », assure un proche du président.

Repéré à la radio par Brigitte Macron qui le tient en haute estime, l'ancien directeur de l'Essec, fin connaisseur des méandres de l'Éducation nationale, a découvert le marigot de la politique politicienne sur le tard, une fois installé rue de Grenelle. Même s'il avait déjà prêté plume et expertise à Nicolas Sarkozy ou Alain Juppé. En bientôt trois

ans, il a éprouvé la satisfaction fugace de la reconnaissance, à ses débuts surtout, quand il se voit décerner la palme de « chou chou » du gouvernement. Puis des revers moins gratifiants l'ont lésé. La loi qui porte son nom a étioilé son aura, mobilisé des milliers d'enseignants dans la rue. « Il a pris la grosse tête », griffe un conseiller ministériel. Son ambition supposée attise les jalousies. Lorsque, en octobre dernier, cet ardent défenseur de la laïcité assure que le voile islamique n'est pas « souhaitable dans notre société », il lézarde la majorité à son corps défendant. « Il a pris un coup, mais ça a eu un effet positif », décrypte un proche. Des troupes s'agrègent autour de lui. Aurore Bergé crée même le « fan-club de Jean-Michel », une boucle de parlementaires sur le réseau Telegram – une « appellation ironique », précise-t-elle. « Beaucoup de sujets et de valeurs nous rassemblent », explique la députée. « C'est quelqu'un qui a une conception très républicaine de l'école dans la société, très proche de l'ancien monde », vante Francis Chouat, député apparenté à la République en marche et ancien vallsiste.

**Le ministre travaille son réseau, le patine, soucieux de sa valeur ajoutée** pour épauler le président en vue de 2022. « Il a compris que la politique, c'est un calcul : combien de voix tu me rapportes », résume un de ceux qui le connaissent bien. Celles de la droite, dont cet ami d'enfance de François Baroin se sent proche idéologiquement. Avec un thème de prédilection : la laïcité (il s'est

rapproché de Manuel Valls), qui aurait dû faire l'objet d'un livre si le coronavirus n'était pas passé par là. Mais il n'a plus le temps d'écrire, au petit matin, comme avant. Ces jours-ci, tout juste trouve-t-il quelques instants pour s'agacer de reproches de l'opposition, lui qui vit encore mal les critiques. « Certains sont dans un vide sidéral de mauvaise foi. S'amuser à faire de la petite politique dans cette période-là, c'est assez triste. » Il reste concentré sur la tâche qui engloutit ses journées. Dans son bureau, il tente un parallèle tortueux : « Le virus joue au jeu de go et moi je joue aux échecs. Je ne sais laquelle des deux logiques va l'emporter. » Tel le chevalier du « Septième Sceau », ce drame métaphysique de Bergman. L'histoire d'un audacieux qui brave la mort aux échecs, sur fond de peste noire. Dans le film, la partie est jouée d'avance. Peut-on raisonnablement défier la mort ? ■

“  
 LE VIRUS JOUE  
 AU JEU DE GO  
 ET MOI JE JOUE  
 AUX ECHECS.  
 JE NE SAIS  
 LAQUELLE DES  
 DEUX LOGIQUES  
 VA L'EMPORTER.  
 ”

JEAN-MICHEL BLANQUER



Le 11 mars dans une école d'Issy-les-Moulineaux, avec le ministre de la Santé, Olivier Véran, et son secrétaire d'État Adrien Taquet.